



Non à la dissolution de la Jeune Garde !

La Fédération CGT des Services Publics exprime sa plus vive inquiétude et son indignation face à la décision gouvernementale de dissoudre la Jeune Garde. Cette mesure, prise dans un contexte de répression croissante des mouvements sociaux et des organisations militantes, constitue une atteinte grave aux libertés fondamentales, notamment la liberté d'association, d'expression et d'engagement.

La Jeune Garde, par son action, a toujours lutté contre les discriminations, le racisme et l'extrême droite. Elle s'est engagée, aux côtés de nombreuses organisations, pour une société plus juste, égalitaire et solidaire. Sa dissolution n'est rien d'autre qu'une tentative de museler la jeunesse militante et de criminaliser celles et ceux qui s'opposent à la propagation des idées d'extrême droite.

La Fédération CGT des Services Publics rappelle que l'histoire a montré à de nombreuses reprises que l'interdiction des organisations progressistes ne fait que renforcer les forces de la haine et de la division. Nous refusons que la jeunesse engagée soit stigmatisée et réprimée pour ses convictions antifascistes.

La Jeune Garde paye aujourd'hui le prix de son engagement courageux dans la dénonciation du génocide en cours à Gaza et en Palestine. Sa voix, portée contre l'oppression du peuple palestinien et pour la solidarité internationale, dérange et fait l'objet d'une violente répression accrue. Nous affirmons que la liberté d'exprimer son soutien aux droits des palestiniens et de dénoncer les crimes commis à Gaza doit être pleinement protégée, et refusons que la solidarité internationale soit criminalisée.

Nous appelons l'ensemble du mouvement syndical, associatif et citoyen à se mobiliser contre cette décision injuste et dangereuse. Nous exigeons l'arrêt immédiat des poursuites et la levée de la dissolution de la Jeune Garde.

La défense des libertés publiques et du droit à l'engagement militant est l'affaire de toutes et tous. Ensemble, faisons front contre la répression et pour la démocratie !

Montreuil, le 17 juin 2025